Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction mobilité, emplois,carrières** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDMEC/2014-59** **29/01/2014**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 15

Objet : Appel de candidatures : 17 postes dans le 2ème cercle

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du «2ème cercle» ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Pour toute information complémentaire, il est possible de prendre contact auprès de Madame Isabelle FABREGUE (assistante à la sous-direction Mobilité, Emplois, Carrières) - téléphone : 01.49.55.53.65 - mail : isabelle.fabregue@agriculture.gouv.fr.

Agence des aires marines protégées :

1 poste de chargé(e) de mission "LIFE + pêche à pied de loisir, coordinateur(trice) local(e) site d'Arcachon (catégorie A ou agent contractuel) à proximité du bassin d'Arcachon (33).

1 poste de chargé(e) de mission "LIFE + pêche à pied de loisir, coordinateur(trice) local(e) site sud Finistère (catégorie A ou agent contractuel) dans le secteur de Fouesnant-les-Glénan (29).

1 poste de chargé(e) de mission "LIFE + pêche à pied de loisir, coordinateur(trice) local(e) site estuaire de la Gironde et pertuis charentais (catégorie A ou agent contractuel) au sein de l'antenne Atlantique à proximité de la Rochelle ou Marennes (17).

1 poste de chargé(e) d'études oiseaux et mammifères marins à Brest (29).

Agence de Services et de Paiement (ASP) :

1 poste de chef(fe) de service économie agricole, développement rural et pêche (catégorie A) à Lamentin (Martinique).

ANSES :

1 poste de coordinateur dans le cadre de l'évaluation des dossiers de substances actives et de produits phytopharmaceutiques (H/F) (catégorie A ou agent contractuel) à MAISONS ALFORT (94).

1 poste de coordinateur dans le cadre de l'évaluation des dossiers de substances actives et de produits biocides (H/F) (catégorie A ou agent contractuel) à MAISONS ALFORT (94).

2 postes d’évaluateur scientifique et technique dans le cadre de l’évaluation des dossiers d’AMM dans le domaine de l'écotoxicologie - pesticides (H/F) (catégorie A ou agent contractuel) à MAISONS ALFORT (94).

2 postes d’évaluateur scientifique et technique dans le cadre de l’évaluation des dossiers d’AMM dans le domaine de la physico-chimie et des méthodes d'analyse - pesticides (H/F) (catégorie A ou agent contractuel) à MAISONS ALFORT (94).

1 poste d’évaluateur scientifique et technique dans le cadre de l’évaluation des dossiers d’AMM dans le domaine des résidus et de la sécurité des aliments (H/F) (catégorie A ou agent contractuel) à MAISONS ALFORT (94).

1 poste de chargé(e) de mission "gestion des experts et des saisines" (catégorie A ou agent contractuel) à MAISONS ALFORT (94).

1 poste de chargé(e) de projets scientifiques et techniques dans le domaine des biotoxines marines (catégorie A ou agent contractuel) à MAISONS ALFORT (94).

Caisse des Dépôts :

1 poste de chargé(e) assistance aux opérations et réseaux (catégorie A) à Paris (75).

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt :

1 poste de conseiller pour les affaires agricoles en Arabie Saoudite (SER de Riyad) avec compétence régionale sur les pays du CCEAG : Arabie Saoudite, Bahreïn, Emirats Arabes Unis, Koweït, Oman et Qatar (H/F) (catégorie A/A+).

1 poste de conseiller pour les affaires agricoles au Liban (SER de Beyrouth) avec compétence régionale sur les pays du Proche Orient : Egypte, Irak, Iran, Israël, Jordanie, Liban, Syrie, Territoires palestiniens, Yémen (H/F) (catégorie A/A+).

L'adjoint au sous-directeur mobilité, emplois et carrières

Signé : Patrice CHAZAL

Agence des aires marines protégées

Emploi proposé

- Emploi proposé : **Chargé(e) de mission « LIFE+ Pêche à pied de loisir, coordinateur(trice) local(e) site d'Arcachon»** (H/F) au sein de l'Antenne atlantique

- Grade : ouvert en priorité aux fonctionnaires de catégorie A, à défaut aux personnels non titulaires de niveau équivalent

- Niveau d'études : Bac + 5 ou expérience équivalente

- Résidence administrative : proximité du bassin d'Arcachon

- Position administrative : détachement sur contrat de trois ans maximum pour les fonctionnaires, contrat à durée déterminée de trois ans non renouvelable pour les agents non titulaires

Contexte

L'Agence des aires marines protégées est créée par la loi du 14 avril 2006 sur les parcs nationaux, les parcs naturels marins et les parcs naturels régionaux. L'agence apporte un appui aux politiques publiques en matière de création et de gestion d'aires marines protégées et de façon plus générale de protection du milieu marin. Elle est une agence de moyens pour les parcs naturels marins et elle anime le réseau des gestionnaires d'aires marines protégées.

Les enjeux liés aux pratiques de pêche à pied récréative ont été particulièrement évoqués lors du travail de concertation conduit par la mission d'étude pour un parc naturel marin entre 2010 et 2013 et pour laquelle de nombreuses attentes ont été exprimées.

Par ailleurs, sollicitée par le réseau des gestionnaires sur le thème majeur de la pêche à pied de loisirs, l'Agence coordonne au plan national un projet LIFE+ gouvernance « **Expérimentation pour une gestion durable et concertée de la pêche à pied récréative »**, en partenariat très étroit avec 9 structures sur 11 zones des façades Manche/Mer du Nord et Atlantique, dont le territoire du projet de parc naturel marin d'Arcachon.

L'équipe de l'antenne atlantique souhaite donc initier un travail transversal avec les acteurs concernés pour proposer une prise en compte efficace de cette problématique en lien avec les directives Natura 2000 et le projet de parc naturel marin.

Mission proposée

Le (la) chargé(e) de mission, placé(e) sous l'autorité de la chef d'antenne atlantique, devra travailler en lien étroit avec les autres membres de l'équipe, les chargés de mission du siège et l'équipe de coordination nationale du projet LIFE+.

Le (la) chargé(e) de mission LIFE+ pêche à pied de loisir – zone du bassin d'Arcachon aura pour principales missions :

- Assurer la conduite et la coordination du projet local LIFE. Cette mission consiste notamment à :

- mettre en place, animer les instances de gouvernance locale du projet et veiller à leur bon fonctionnement et au bon avancement des différentes actions prévues ;
- organiser et réaliser les actions de terrain prévues dans le cadre du projet (analyse de fréquentation, enquêtes, sensibilisation/communication, diagnostic de l'activité, suivi écologique, indicateurs) avec les partenaires locaux ;
- analyser les données de terrain récoltées, rédiger les rapports d'analyse locaux et un plan d'action « pêche à pied de loisir » en association avec les organes de gouvernance locaux ;
- produire les études et rapports techniques prévus dans le projet ;
- contribuer aux réflexions et productions méthodologiques nationales
- contribuer au suivi administratif et financier du projet (préparation et suivi des conventions et appels d'offres, remontées des dépenses,…).

➢ Contribuer aux travaux menés par l'équipe de l'antenne atlantique, à la définition des finalités et pistes d'action pour répondre aux enjeux Natura 2000 et du projet de parc naturel marin en animant un réseau d'acteurs liés à la pêche à pied récréative.

Qualités requises

Compétences et expérience professionnelle

- Compétences et expérience en matière de pilotage de projets ;
- Expérience en animation de réunions (préparation et animation des comités locaux de concertation) ;
- Connaissances en écologie marine (inventaire naturaliste de terrain), traitement et analyse de données, cartographie ;
- Expérience en éducation à l'environnement et sensibilisation du public ;
- Connaissance de la pêche à pied récréative (technique, espèces, pratiques des pêcheurs)

Qualités personnelles

- Rigueur, capacité d'initiative et d'organisation ;
- Qualité d'expression écrite et orale et esprit de synthèse (rapport d'étude, bilan d'activité, convention, plan de gestion) ;
- Sens du relationnel et de la communication ;
- Capacité à organiser des actions « terrain » dans un cadre multi-partenarial ;
- Capacité d'animation et de relations avec des partenaires externes (institutionnels, scientifiques, associatifs, élus) ;
- Capacité de travail en équipe et capacité d'encadrement de stagiaire.

Candidatures

Date limite de candidature : **16 février 2014**
Prise de poste : **dès que possible**

Les candidatures devront consister en une lettre de motivation et un curriculum vitae et **faire impérativement apparaître le statut du candidat (fonctionnaire ou contractuel)**.

Elles sont à adresser :

- par mail à recrutement@aires-marines.fr avec en objet la référence **« M332 »**

ou

- par courrier à : Agence des aires marines protégées, Service ressources humaines, 16 quai de la douane, BP 42932, 29229 BREST cedex 2.

Modalités de sélection

Une première sélection des candidats est effectuée au vu de la lettre de motivation et du curriculum vitae. Les candidats fonctionnaires sélectionnés seront convoqués devant un (ou plusieurs) jury(s). En l'absence de candidature retenue parmi les fonctionnaires, les candidats non fonctionnaires sélectionnés seront à leur tour auditionnés par le(s) jury(s).

Agence des
aires marines protégées

Agence des aires marines protégées

Emploi proposé

- Emploi proposé : **Chargé(e) de mission « LIFE+ Pêche à pied de loisir, coordinateur(trice) local(e) site sud Finistère»** (H/F) au sein de l'Antenne atlantique

- Grade : ouvert en priorité aux fonctionnaires de catégorie A, à défaut aux personnels non titulaires de niveau équivalent

- Niveau d'études : minimum bac + 5 ou expérience équivalente

- Résidence administrative : secteur de Fouesnant-les-Glénan

- Position administrative : détachement sur contrat de trois ans maximum pour les fonctionnaires, contrat à durée déterminée de trois ans non renouvelable pour les agents non titulaires

Contexte

L'Agence des aires marines protégées est créée par la loi du 14 avril 2006 sur les parcs nationaux, les parcs naturels marins et les parcs naturels régionaux. L'agence apporte un appui aux politiques publiques en matière de création et de gestion d'aires marines protégées et de façon plus générale de protection du milieu marin. Elle est une agence de moyens pour les parcs naturels marins et elle anime le réseau des gestionnaires d'aires marines protégées.

Les enjeux liés aux pratiques de pêche à pied récréative ont été particulièrement évoqués lors du travail de concertation conduit par les chargés de mission Natura 2000 dans le cadre de la rédaction des documents d'objectifs.

Par ailleurs, sollicitée par le réseau des gestionnaires sur le thème majeur de la pêche à pied de loisirs, l'Agence coordonne au plan national un projet LIFE+ gouvernance « **Expérimentation pour une gestion durable et concertée de la pêche à pied récréative »**, en partenariat très étroit avec 9 structures sur 11 zones des façades Manche/Mer du Nord et Atlantique, dont le territoire du sud Finistère.

L'équipe de l'antenne atlantique souhaite donc initier un travail transversal avec les acteurs concernés pour proposer une prise en compte efficace de cette problématique lors de l'animation des documents d'objectifs Natura 2000.

Nature de l'activité

Le (la) chargé(e) de mission, placé(e) sous l'autorité de la chef d'antenne, devra travailler en lien étroit avec les autres membres de l'équipe, les chargés de mission du siège et l'équipe de coordination nationale du projet LIFE+.

Le (la) chargé(e) de mission LIFE+ pêche à pied de loisir – zone sud Finistère aura pour principales missions :

- Assurer la conduite et la coordination du projet local LIFE sur le site Natura 2000 en mer Archipel des Glénan. Cette mission consiste notamment à :

- mettre en place, animer les instances de gouvernance locale du projet et veiller à leur bon fonctionnement et au bon avancement des différentes actions prévues ;
- organiser et réaliser (en partie) les actions de terrain prévues dans le cadre du projet (analyse de fréquentation, enquêtes, sensibilisation/communication, diagnostic de l'activité, suivi écologique, indicateurs) avec les partenaires locaux ;
- analyser les données de terrain récoltées, rédiger les rapports d'analyse locaux et un plan d'action « pêche à pied de loisir » en association avec les organes de gouvernance locaux ;
- produire les études et rapports techniques prévus dans le projet ;
- contribuer aux réflexions et productions méthodologiques nationales
- contribuer au suivi administratif et financier du projet (préparation et suivi des conventions et appels d'offres, remontées des dépenses,…).

➢ Contribuer aux travaux menés par l'équipe de l'antenne atlantique en animant un réseau d'acteurs liés à la pêche à pied récréative dans le cadre du site Natura 2000 et des secteurs limitrophes.

Qualités requises

Compétences et expérience professionnelle

- Compétences et expérience en matière de pilotage de projets ;
- Expérience en animation de réunions (préparation et animation des comités locaux de concertation) ;
- Connaissances en écologie marine (inventaire naturaliste de terrain, en particulier herbiers et champs de blocs), traitement et analyse de données, cartographie ;
- Expérience en éducation à l'environnement et sensibilisation du public ;
- Connaissance de la pêche à pied récréative (technique, espèces, pratiques des pêcheurs) ;
- Le permis hauturier et une expérience de la navigation seraient appréciés.

Qualités personnelles

- Rigueur, autonomie, capacité d'initiative et d'organisation ;
- Qualité d'expression écrite et orale et esprit de synthèse (rapport d'étude, bilan d'activité, convention, plan de gestion) ;
- Sens du relationnel et de la communication ;
- Capacité à organiser des actions « terrain » dans un cadre multi-partenarial ;
- Capacité d'animation et de relations avec des partenaires externes (institutionnels, scientifiques, associatifs, élus) ;
- Capacité de travail en équipe et capacité d'encadrement de stagiaire.

Candidatures

Date limite des candidatures : **16 février 2014**
Prise de poste souhaitée : **dès que possible**

Les candidatures devront consister en une lettre de motivation et un curriculum vitae et **faire impérativement apparaître le statut du candidat** (fonctionnaire ou contractuel).

Elles sont à adresser :

- par mail à recrutement@aires-marines.fr avec **en objet la référence « M337 »**

ou

- par courrier à : Agence des aires marines protégées, Service ressources humaines, 16 quai de la douane, BP 42932, 29229 BREST cedex 2.

Modalités de sélection

Une première sélection des candidats est effectuée au vu de la lettre de motivation et du curriculum vitae. Les candidats fonctionnaires sélectionnés seront convoqués devant un (ou plusieurs) jury(s). En l'absence de candidature retenue parmi les fonctionnaires, les candidats non fonctionnaires sélectionnés seront à leur tour auditionnés par le(s) jury(s).

Agence des
aires marines protégées

Agence des aires marines protégées

Emploi proposé

- Emploi proposé : **Chargé(e) de mission « LIFE+ Pêche à pied de loisir, coordinateur(trice) local(e) site estuaire de la Gironde et pertuis charentais»** (H/F) au sein de l'Antenne atlantique.

- Grade : ouvert en priorité aux fonctionnaires de catégorie A, à défaut aux personnels non titulaires de niveau équivalent.

- Niveau d'études : minimum bac + 5 ou expérience équivalente.

- Résidence administrative : proximité de la Rochelle ou Marennes

- Position administrative : détachement sur contrat de trois ans maximum pour les fonctionnaires, contrat à durée déterminée de trois ans non renouvelable pour les agents non titulaires.

Contexte

L'Agence des aires marines protégées est créée par la loi du 14 avril 2006 sur les parcs nationaux, les parcs naturels marins et les parcs naturels régionaux. L'agence apporte un appui aux politiques publiques en matière de création et de gestion d'aires marines protégées et de façon plus générale de protection du milieu marin. Elle est une agence de moyens pour les parcs naturels marins et elle anime le réseau des gestionnaires d'aires marines protégées.

Les enjeux liés aux pratiques de pêche à pied récréative ont été particulièrement évoqués lors du travail de concertation conduit par la mission d'étude pour un parc naturel marin entre 2009 et 2012 et pour laquelle de nombreuses attentes ont été exprimées.

Par ailleurs, sollicitée par le réseau des gestionnaires sur le thème majeur de la pêche à pied de loisirs, l'Agence coordonne au plan national un projet LIFE+ gouvernance « **Expérimentation pour une gestion durable et concertée de la pêche à pied récréative »**, en partenariat très étroit avec 9 structures sur 11 zones des façades Manche/Mer du Nord et Atlantique, dont le territoire du projet de parc naturel marin estuaire de la Gironde et pertuis charentais.

L'équipe de l'antenne atlantique souhaite donc initier un travail transversal avec les acteurs concernés pour proposer une prise en compte efficace de cette problématique dans les documents d'objectif Natura 2000 et le projet de parc naturel marin.

Nature de l'activité

Le (la) chargé(e) de mission, placé(e) sous l'autorité de la chef d'antenne atlantique, devra travailler en lien étroit avec les autres membres de l'équipe, les chargés de mission du siège et l'équipe de coordination nationale du projet LIFE+.

Le (la) chargé(e) de mission LIFE+ pêche à pied de loisir – zone estuaire de la Gironde et pertuis charentais aura pour principales missions :

- Assurer la conduite et la coordination du projet local LIFE sur la zone allant du sud Vendée à Cordouan et englobant les îles de Ré et d'Oléron. Cette mission consiste notamment à :
  - mettre en place, animer les instances de gouvernance locale du projet et veiller à leur bon fonctionnement et au bon avancement des différentes actions prévues ;
  - organiser et réaliser (en partie) les actions de terrain prévues dans le cadre du projet (analyse de fréquentation, enquêtes, sensibilisation/communication, diagnostic de l'activité, suivi écologique, indicateurs) avec les partenaires locaux ;
  - analyser les données de terrain récoltées, rédiger les rapports d'analyse locaux et un plan d'action « pêche à pied de loisir » en association avec les organes de gouvernance locaux ;
  - produire les études et rapports techniques prévus dans le projet ;
  - contribuer aux réflexions et productions méthodologiques nationales
  - contribuer au suivi administratif et financier du projet (préparation et suivi des conventions et appels d'offres, remontées des dépenses,…).
- Contribuer aux travaux menés par l'équipe de l'antenne atlantique, à la définition des finalités et pistes d'action des documents d'objectifs Natura 2000 et du projet de parc naturel marin en animant un réseau d'acteurs liés à la pêche à pied récréative.

Qualités requises

Compétences et expérience professionnelle

- Compétences et expérience en matière de pilotage de projets ;
- Expérience en animation de réunions (préparation et animation des comités locaux de concertation) ;
- Connaissances en écologie marine (inventaire naturaliste de terrain), traitement et analyse de données, cartographie ;
- Expérience en éducation à l'environnement et sensibilisation du public ;
- Connaissance de la pêche à pied récréative (technique, espèces, pratiques des pêcheurs).

Qualités personnelles

- Rigueur, capacité d'initiative et d'organisation ;
- Qualité d'expression écrite et orale et esprit de synthèse (rapport d'étude, bilan d'activité, convention, plan de gestion) ;
- Sens du relationnel et de la communication ;
- Capacité à organiser des actions « terrain » dans un cadre multi-partenarial ;
- Capacité d'animation et de relations avec des partenaires externes (institutionnels, scientifiques, associatifs, élus) ;
- Capacité de travail en équipe et capacité d'encadrement de stagiaire.

Candidatures

Date limite des candidatures : **16 février 2014**
Prise de poste souhaitée : **dès que possible**

Les candidatures devront consister en une lettre de motivation et un curriculum vitae et **faire impérativement apparaître le statut du candidat** (fonctionnaire ou contractuel).

Elles sont à adresser :

- par mail à recrutement@aires-marines.fr avec **en objet la référence « M333 »**

ou

- par courrier à : Agence des aires marines protégées, Service ressources humaines, 16 quai de la douane, BP 42932, 29229 BREST cedex 2.

Modalités de sélection

Une première sélection des candidats est effectuée au vu de la lettre de motivation et du curriculum vitae. Les candidats fonctionnaires sélectionnés seront convoqués devant un (ou plusieurs) jury(s). En l'absence de candidature retenue parmi les fonctionnaires, les candidats non fonctionnaires sélectionnés seront à leur tour auditionnés par le(s) jury(s).

Agence des aires marines protégées

Emploi proposé

- Emploi proposé : **Chargé(e) d'études oiseaux et mammifères marins (H/F)**
- Niveau d'études : Bac + 5 minimum
- Résidence administrative : Brest (Finistère)
- Position administrative : contrat à durée déterminée de 10 mois

Contexte

L'Agence des aires marines protégées est un établissement public, créé en 2006, sous tutelle du Ministère du développement durable. L'agence apporte un appui aux politiques publiques en matière de création et de gestion d'aires marines protégées et de façon plus générale de protection du milieu marin. Elle est une agence de moyens pour les parcs naturels marins et elle anime le réseau des gestionnaires d'aires marines protégées. A ce jour elle compte environ 140 personnes.

Le siège de l'Agence est installé à Brest, et elle est présente sur les trois façades maritimes métropolitaines (Le Havre, Brest, Marseille) ainsi qu'en outre-mer (Mayotte, Polynésie française, Antilles françaises, Nouvelle-Calédonie).

Dans le cadre de ses missions, l'Agence doit assurer la maitrise d'ouvrage et parfois (notamment dans les Parcs Naturels Marins) la maitrise d'œuvre de programmes d'acquisition de connaissances, d'études, et/ou de suivi, sur les prédateurs supérieurs marins, notamment les mammifères marins et les oiseaux. La plupart de ces espèces font l'objet de statuts de protection spécifiques (par exemple au titre de la directive habitats-faune flore, de la directive oiseaux, du programme Natura 2000 qui découle de ces deux directives, et/ou de règlementations nationales ou de niveau préfectoral), qui justifient leur prise en compte explicite dans la gestion des aires marines protégées, voire la création d'aires marines protégées spécialement dédiées à leur protection.

Nature de l'activité

Placé(e) au sein du département « appui aux politiques publiques », dans le service « connaissance et information scientifique » (11 personnes), le/la chargé(e) d'études devra apporter un soutien à la chargée de mission « connaissance et suivi des prédateurs supérieurs marins », notamment :

- Aider au montage, à la contractualisation et au suivi technique des programmes d'acquisition de connaissance et des programmes de suivi dédiés aux oiseaux et aux mammifères marins dans le cadre de Natura 2000 en mer et de la mise en œuvre de la directive-cadre stratégie pour le milieu marin (DCSMM) dans les eaux métropolitaines ;

- Assurer des actions d'animation ou de coordination des différentes composantes de l'Agence (parcs, antennes, missions) sur les projets concernant les oiseaux et les mammifères marins, notamment pour le montage du projet Life OMEGA sur les interactions entre oiseaux et activités humaines ; représenter si besoin l'Agence dans des réunions ou ateliers inter-organismes portant sur le thème du poste ;

- Assurer l'animation, en 2014, du réseau national oiseau marin ;

- Appuyer scientifiquement et techniquement des projets de l'Agence et d'autres gestionnaires d'aires marines protégées, liés à la gestion et aux mesures de protection de ces espèces.

Qualités requises

Compétences et expériences professionnelles

- Connaissances spécifiques sur l'écologie des oiseaux et mammifères marins ;
- Connaissance des acteurs de la recherche en écologie marine en France ;
- Compétences en gestion de projet ;
- Compétences dans le domaine de la passation et du suivi de contrats.

Qualités personnelles

- Forte capacité d'animation et de coordination ;
- Esprit d'analyse et de synthèse ;
- Réactivité, écoute, capacité d'adaptation ;
- Capacité de travail en équipe ;
- Capacité rédactionnelle.

Candidatures

Date limite de candidature : **16 février 2014**
Prise de poste : **mars 2014**

Les candidatures devront consister en une lettre de motivation et un curriculum vitae.

Elles sont à adresser:

- Par mail à : recrutement@aires-marines.fr , en **indiquant impérativement en objet du mail la référence « M334 » ;**

Ou

- Par courrier à : Agence des aires marines protégées, Service Ressources Humaines, 16 quai de la douane 29229 Brest cedex 02.

Les personnes souhaitant des informations sur le poste peuvent contacter Jérôme Paillet (jerome.paillet@aires-marines.fr, 02 98 33 33 06) chef du service de la connaissance et de l'information scientifique, ou Aurélie Blanck (aurelie.blanck@aires-marines.fr, 02 98 33 33 09), chargée de mission « connaissance et suivi des prédateurs supérieurs marins ».

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt.

Agence de Services et de Paiement - Délégation Régionale Martinique
7, immeuble EXODOM, Zone de Manhity - 97232 LAMENTIN

Chef(fe) de service Economie Agricole, Développement Rural et Pêche

<table>
<tr><td colspan="3">N°du poste : F3910
Catégorie : A</td></tr>
<tr><td colspan="2">Cotation parcours professionnel postes catégorie A : en cours</td><td>Cotation part fonction PFR : Attaché principal d'administration : 3.5</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste vacant / SREPES</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">Le ou la titulaire du poste sera placé(e) sous l'autorité du délégué régional.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">La personne recrutée sera chargée de piloter le service Economie Agricole, Développement Rural et Pêche. Elle pourra également être amenée à assurer l'intérim du délégué régional en son absence, en tant que de besoin.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">Encadrer et animer le service Economie Agricole, Développement Rural et Pêche, participer activement au CODIR, le cas échéant, suppléer le délégué régional sur l'ensemble des activités de la délégation régionale.

Négocier de nouveaux partenariats notamment avec les collectivités et les mettre en œuvre (établir et suivre des conventions, appels de fonds…).

Elaborer et suivre des procédures administratives de gestion de dossiers.

Assurer la coordination des contrôles : supervision, reperformance, veille réglementaire, relations avec la DAAF et les corps de contrôles.

En cas de nécessité, renforcer l'équipe en charge de la gestion des dossiers.

Représenter l'ASP auprès de tout partenaire externe.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Interlocuteurs externes (Préfecture, DAAF, Direction de la Mer, collectivités locales, organisations professionnelles agricoles…).

Interlocuteurs internes à l'ASP.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>- Réglementations et procédures relatives aux actions gérées.

- Connaissances technico-économiques des exploitations agricoles.

- Maîtrise des outils informatiques bureautiques et des applicatifs et logiciels spécialisés.

- Permis B indispensable.</td><td>- Disponibilité, autonomie, initiative.

- Rigueur.

- Aptitude à l'animation d'équipe.

- Esprit d'analyse et de synthèse.

- Réactivité et adaptation.

- Bonnes aptitudes relationnelles.

- Ordre, méthode, qualités rédactionnelles.</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Evelyne Delafontaine, Conseillère carrière, DRH/SEEC - Tél. : 05.55.12.07.72
evelyne.delafontaine@asp-public.fr
Thierry Douville DRH/SEEC Chef de service adjoint - Tél. : 05.55.12.00.72
Thierry.douville@asp-public.fr
Laurent NICOLAS, Délégué régional – laurent.nicolas@asp-public.fr</td></tr>
</table>

Date : 20/01/2014

Poste à pourvoir	**Coordinateur dans le cadre de l'évaluation des dossiers de substances actives et de produits phytopharmaceutiques (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public jusqu'au 31/12/2014**
Localisation	**Maisons Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction des Produits Règlementés,
Unité Coordination Produits phytopharmaceutiques

Missions / contexte

La direction des produits réglementés (DPR) évalue, selon la réglementation en vigueur, les produits phytopharmaceutiques, les matières fertilisantes, supports de cultures, substances actives et produits biocides, avant décision par les pouvoirs publics des autorisations de mise sur le marché. Elle assure également l'évaluation scientifique des substances chimiques dans le cadre du règlement européen REACh.

La DPR met en œuvre une expertise scientifique interne, peut faire appel à son comité d'experts spécialisés (CES) dédié, aux groupes de travail constitués auprès de l'Anses et travaille en liaison avec les autres directions de l'Agence.

Les unités de coordination sont chargées d'organiser l'évaluation scientifique des demandes d'approbation de substances actives et d'autorisation de mise sur le marché de produits. Elles s'assurent de la cohérence des évaluations, dans le respect des réglementations européennes et nationales.

L'équipe est composée de 18 agents.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions	Sous l'autorité du chef d'unité, le coordinateur est en charge d'assurer la coordination scientifique et technique des évaluations de dossiers de substances actives et de produits
Activités	↳ Assurer la coordination scientifique de l'évaluation de dossiers de substances actives et de produits entre les différentes unités d'évaluation, et rédiger les avis de l'Anses et les rapports de synthèse à partir des contributions des unités d'évaluation de la DPR ↳ Définir, en lien avec le planificateur de l'unité, le calendrier d'évaluation de ces dossiers dans le respect des délais réglementaires. ↳ Assurer la communication, le suivi et le traitement des dossiers, au niveau des instances d'évaluation internes transversales, du CES, et au niveau de commissions, comités et groupes de travail nationaux et, le cas échéant, européens
Conditions particulières	Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis
MASTER II, DEA ou diplômes d'ingénieur souhaité (chimie, santé, environnement ou agronomie), docteur en Pharmacie, ou docteur es Sciences

Expériences similaires
Expérience appréciée dans le domaine des produits biocides, produits chimiques ou phytopharmaceutiques

Compétences
- Connaissance de la réglementation dans le domaine des produits biocides ou phytopharmaceutiques souhaitée
- Bonne maîtrise de l'anglais scientifique et technique (écrit et oral),
- Capacité à travailler en équipe pluridisciplinaire,
- Autonomie et rigueur, esprit critique, réactivité, sens de l'organisation.
- Aptitudes rédactionnelles, capacité de synthèse et de présentation orale
- Pratique de la bureautique courante (traitement de texte et de données, tableur).

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 2 février 2014

Renseignements sur le poste : Sophie GALLOTTI (sophie.gallotti@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2014-007 à : recrutement@anses.fr

Date : 23/01/2014

Poste à pourvoir	**Coordinateur dans le cadre de l'évaluation des dossiers de substances actives et de produits biocides (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée jusqu'au 31 décembre 2014**
Localisation	**Maisons Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse	Direction des Produits Règlementés, Unité Coordination Biocides
Missions / contexte	La direction des produits réglementés (DPR) évalue, selon la réglementation en vigueur, les produits phytopharmaceutiques, les matières fertilisantes, supports de cultures, substances actives et produits biocides, avant décision par les pouvoirs publics des autorisations de mise sur le marché. Elle assure également l'évaluation scientifique des substances chimiques dans le cadre du règlement européen REACh. La DPR met en œuvre une expertise scientifique interne, peut faire appel à son comité d'experts spécialisés (CES) dédié, aux groupes de travail constitués auprès de l'Anses et travaille en liaison avec les autres directions de l'Agence. Les unités de coordination sont chargées d'organiser l'évaluation scientifique des demandes d'approbation de substances actives et d'autorisation de mise sur le marché de produits. Elles s'assurent de la cohérence des évaluations, dans le respect des réglementations européennes et nationales. L'équipe est composée de 7 agents.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du Chef d'unité, le « Coordinateur » est en charge d'assurer la coordination scientifique et technique des évaluations de dossiers de substances actives et de produits

Activités

↳ Assurer la coordination scientifique de l'évaluation de dossiers de substances actives et de produits entre les différentes unités d'évaluation, et rédiger les avis de l'Anses et les rapports de synthèse à partir des contributions des unités d'évaluation de la DPR

↳ Définir, en lien avec le planificateur de l'unité, le calendrier d'évaluation de ces dossiers dans le respect des délais réglementaires.

↳ Assurer la communication, le suivi et le traitement des dossiers, au niveau des instances d'évaluation internes transversales, du CES, et au niveau de commissions, comités et groupes de travail nationaux et, le cas échéant, européens

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : MASTER II, DEA ou diplômes d'ingénieur (chimie, santé ou environnement), docteur en Pharmacie ou docteur es Sciences

Expériences similaires

Expérience appréciée dans le domaine des produits biocides, produits chimiques ou phytopharmaceutiques

Compétences

- Connaissance de la réglementation dans le domaine des produits biocides ou phytopharmaceutiques souhaitée
- Bonne maîtrise de l'anglais scientifique et technique (écrit et oral),
- Capacité à travailler en équipe pluridisciplinaire,
- Autonomie et rigueur, esprit critique, réactivité, sens de l'organisation.
- Aptitudes rédactionnelles, capacité de synthèse et de présentation orale
- Pratique de la bureautique courante (traitement de texte et de données, tableur).

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 7 février 2014

Renseignements sur le poste : Catherine Gourlay-Francé (01 49 77 37 52)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2014-014 à : recrutement@anses.fr

Date : 20/01/2014
2 postes à pourvoir

Poste à pourvoir	**Evaluateur scientifique et technique dans le cadre de l'évaluation des dossiers d'AMM dans le domaine de l'écotoxicologie – Pesticides (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public jusqu'au 31/12/2014**
Localisation	**Maisons Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction des Produits Règlementés,
Unité Evaluation Ecotoxicologie Environnement des Intrants du Végétal

Missions / contexte

La direction des produits réglementés (DPR) évalue, selon la réglementation en vigueur, les produits phytopharmaceutiques, les matières fertilisantes, supports de cultures, substances actives et produits biocides, avant décision par les pouvoirs publics des autorisations de mise sur le marché. Elle assure également l'évaluation scientifique des substances chimiques dans le cadre du règlement européen Reach.

En ce qui concerne l'évaluation des substances et produits phytopharmaceutiques, la DPR met en œuvre une expertise scientifique interne, peut faire appel aux comités d'experts spécialisés et groupes de travail constitués auprès de l'Anses et travaille en liaison avec les autres directions de l'Agence.

L'Unité Evaluation Ecotoxicologie Environnement des Intrants du Végétal est chargée de l'évaluation des risques pour l'environnement des substances actives lors de leur demande d'approbation au titre du règlement (CE) n°1107/2009 et des produits phytopharmaceutiques et matières fertilisantes et supports de cultures dans le cadre des autorisations de mise sur le marché (AMM).
L'équipe est composée de 23 agents.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité, l'évaluateur scientifique et technique est en charge d'assurer l'évaluation scientifique des dossiers d'AMM des produits phytopharmaceutiques, d'adjuvants, de fertilisants et de support de culture et des dossiers afférents, ainsi que des monographies des substances actives au niveau européen, dans le domaine de l'écotoxicologie.

Activités

- Evaluer les données incluses dans les dossiers déposés dans le cadre des procédures communautaires et françaises d'autorisations de mise sur le marché et des demandes afférentes.
- Analyser et critiquer les données proposées en fonction de l'état actuel des connaissances scientifiques et des lignes européennes existantes.
- Etablir sur cette base un rapport de synthèse en français ou en anglais dans le domaine de compétence concerné.
- Respecter les délais de l'évaluation
- Contribuer à la préparation des avis
- Contribuer à la préparation des monographies dont la France est état membre rapporteur
- Assurer la veille scientifique, réglementaire et technique en lien avec les services concernés (service d'appui juridique, documentation)

Conditions particulières Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis
MASTER II, DEA ou diplômes d'ingénieur en écotoxicologie souhaité

Expériences similaires
Expérience professionnelle dans le domaine des produits phyto- pharmaceutiques souhaitée

Compétences

- Connaissances approfondies en écotoxicologie
- Connaissances réglementaires dans le domaine des substances et produits phytopharmaceutiques souhaitées
- Esprit critique, rigueur, sens de l'organisation.
- Capacité de travail en commun, facilité de contact et d'intégration au sein d'une équipe ;
- Pratique de la bureautique courante (traitement de texte et de données, tableur)
- Maîtrise de l'anglais scientifique et technique

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 2 février 2014

Renseignements sur le poste : Véronique POULSEN (veronique.poulsen@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2014-013 à : recrutement@anses.fr

Date : 20/01/2014

2 postes à pourvoir

Poste à pourvoir	**Evaluateur scientifique et technique dans le cadre de l'évaluation des dossiers d'AMM dans le domaine de la physico-chimie et des méthodes d'analyse – Pesticides (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public jusqu'au 31/12/2014**
Localisation	**Maisons Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs. Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse	Direction des Produits Règlementés, Unité Physico-Chimie et Méthodes d'Analyse des Produits réglementés
Missions / contexte	La direction des produits réglementés (DPR) évalue, selon la réglementation en vigueur, les produits phytopharmaceutiques, les matières fertilisantes, supports de cultures, substances actives et produits biocides, avant décision par les pouvoirs publics des autorisations de mise sur le marché. Elle assure également l'évaluation scientifique des substances chimiques dans le cadre du règlement européen REACh. La DPR met en œuvre une expertise scientifique interne, peut faire appel aux comités d'experts spécialisés et groupes de travail constitués auprès de l'Anses et travaille en liaison avec les autres directions de l'Agence. L'Unité Physico-chimie et Méthodes d'Analyse des Produits réglementés est chargée de l'évaluation des études soumises dans les dossiers déposés à l'Anses. L'unité évalue les études touchant la physico-chimie, les méthodes d'analyses et la caractérisation des substances actives techniques pour les dossiers de substances actives lors de leur demande d'approbation au niveau européen et des produits phytopharmaceutiques et biocides, ainsi que des matières fertilisantes et supports de cultures, dans le cadre des autorisations de mise sur le marché (AMM). L'unité contribue également aux dossiers préparés dans le cadre du règlement REACh. L'équipe est composée de 14 agents.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité, l'évaluateur scientifique et technique est en charge d'assurer l'évaluation scientifique des dossiers d'AMM des produits phytopharmaceutiques et biocides dans le domaine de la physico-chimie et des méthodes d'analyse

Activités

- Evaluer les données incluses dans les dossiers déposés dans le cadre des procédures communautaires et françaises d'AMM.
- Analyser et critiquer les données proposées en fonction de l'état actuel des connaissances scientifiques et des lignes européennes existantes.
- Etablir sur cette base un rapport de synthèse en français ou en anglais dans le domaine de compétence concerné.
- Respecter les délais de l'évaluation
- Contribuer à la préparation des avis

Conditions particulières Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis
MASTER II, DEA ou diplômes d'ingénieur souhaité en physico chimie ou microbiologie

Expériences similaires
Expérience professionnelle dans le domaine des produits phyto- pharmaceutiques appréciée

Compétences

- Connaissances approfondies en physico chimie et /ou en microbiologie
- Connaissances réglementaires dans le domaine des produits phyto- pharmaceutiques appréciée
- Esprit critique, rigueur, sens de l'organisation.
- Capacité de travail en commun, facilité de contact et d'intégration au sein d'une équipe ;
- Pratique de la bureautique courante (traitement de texte et de données, tableur)
- Maîtrise de l'anglais scientifique et technique

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 2 février 2014

Renseignements sur le poste : Thérèse SIX (therese.six@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2014-012 à : recrutement@anses.fr

Date : 20/01/2014

Poste à pourvoir	**Evaluateur scientifique et technique dans le cadre de l'évaluation des dossiers d'AMM dans le domaine des résidus et de la sécurité des aliments (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public jusqu'au 31/12/2014**
Localisation	**Maisons Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs. Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction des Produits Règlementés,
Unité Résidus et Sécurité des Aliments

Missions / contexte

La direction des produits réglementés (DPR) évalue, selon la réglementation en vigueur, les produits phytopharmaceutiques, les matières fertilisantes, supports de cultures, substances actives et produits biocides, avant décision par les pouvoirs publics des autorisations de mise sur le marché. Elle assure également l'évaluation scientifique des substances chimiques dans le cadre du règlement européen REACh.

La DPR met en œuvre une expertise scientifique interne, peut faire appel aux comités d'experts spécialisés et groupes de travail constitués auprès de l'Anses et travaille en liaison avec les autres directions de l'Agence.

L'Unité Résidus et Sécurité des Aliments est chargée de l'évaluation des risques pour le consommateur lié aux résidus des substances actives phytopharmaceutiques, biocides et des matières fertilisantes et supports de cultures dans le cadre des évaluations européennes et des autorisations de mise sur le marché en France.

L'équipe est composée de 21 agents.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité, l'évaluateur scientifique et technique est en charge d'assurer l'évaluation scientifique des dossiers d'AMM des produits phytopharmaceutiques et biocides dans le domaine des résidus et de la sécurité des aliments.

Activités

- Evaluer les données incluses dans les dossiers déposés dans le cadre des procédures communautaires et françaises d'AMM.
- Analyser et critiquer les données proposées en fonction de l'état actuel des connaissances scientifiques et des lignes européennes existantes.
- Etablir sur cette base un rapport de synthèse en anglais dans le domaine de compétence concerné.
- Respecter les délais de l'évaluation
- Contribuer à la préparation des avis

Conditions particulières Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis
MASTER II, DEA ou diplômes d'ingénieur en agriculture, agronomie

Expériences similaires
Expérience professionnelle dans le domaine des produits phytopharmaceutiques ou des biocides serait appréciée

Compétences

- Connaissances dans un ou plusieurs des domaines suivants : agriculture, agro-alimentaire, évaluation des risques sanitaires, physiologie animale ou végétale, méthodes analytiques, toxicologie
- Connaissance de la réglementation européenne (phytopharmaceutique, REACH) souhaitée
- Esprit critique, rigueur, sens de l'organisation.
- Capacité de travail en commun, facilité de contact et d'intégration au sein d'une équipe ;
- Pratique de la bureautique courante (traitement de texte et de données, tableur)
- Maîtrise de l'anglais scientifique et technique

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 2 février 2014

Renseignements sur le poste : Claude VERGNET **(claude.vergnet@anses.fr)**

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2014-008 à : recrutement@anses.fr

Date : 23/01/2014

Poste à pourvoir	**Chargé de mission « Gestion des experts et des saisines » (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**CDI, détachement, affectation**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction de l'évaluation des risques (DER)
Département « Appui à l'expertise » (DAE)
Service « Gestion des experts et des saisines » (SGES)

Missions / contexte

La DER assure l'ensemble des missions d'évaluation dans le domaine des bénéfices et des risques nutritionnels et sanitaires liés à l'alimentation, des risques liés à la santé-environnement, des risques liés à la santé au travail, des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux, et des risques liés à la santé des végétaux. Elle fait appel aux collectifs d'experts constitués auprès de l'Agence en coordonnant leurs travaux. Elle peut également faire appel aux compétences scientifiques de ses personnels, et travaille en liaison avec les autres entités de l'Agence. Dans son domaine de compétence, elle assure des missions d'alerte et de vigilance, organise les études et enquêtes nécessaires à la collecte des données utiles à ses travaux d'expertise, gère les observatoires et bases de données qui y sont associés et mène à bien les développements méthodologiques nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

Le SGES (5 agents) assure une mission de gestion administrative de l'expertise. Il tient à jour le registre des saisines et avis de l'Agence. Il contribue au respect des procédures et des délais par le suivi d'indicateurs et des actions de relances. Il gère les dossiers administratifs des experts de l'Anses, consolide les éléments pour leur rémunération trimestrielle, met en œuvre le processus de leur sélection notamment en organisant les appels publics à candidatures. Le service assure l'administration fonctionnelle, la maîtrise d'ouvrage, l'exploitation spécifique des données et le support technique utilisateur de deux applications du système d'information de l'expertise (SI Expertise). A cet égard, il gère les déclarations publiques d'intérêts (DPI) des experts dans le périmètre de l'Agence.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous la responsabilité du chef de service SGES, le chargé de mission « Gestion des experts et des saisines » prend en charge la formalisation écrite des procédures internes applicables au service d'une part, des besoins métiers en matière de SI Expertise d'autre part. Il assiste le chef de service dans la mise en œuvre pratique et l'amélioration continue du processus PR1 « apporter une expertise scientifique en matière sanitaire ». Administrateur fonctionnel des applications WebSaisines et Experteam, il prend en charge la maîtrise d'ouvrage opérationnelle du futur SI Expertise. Le poste est exposé en interne (DER, DTI, DQ…) et en externe (prestataires informatiques).
Au-delà des missions de conception, le chargé de mission est également associé aux tâches opérationnelles quotidiennes du service.

Activités

- Administrer les applications du SI Expertise, coordonner leur maintenance par les prestataires et définir les besoins d'évolutions
- Elaborer des tableaux de bord, développer et interfacer des outils bureautiques autour de l'activité du service (saisines, experts),
- Rédiger des projets de procédures et participer à leur amélioration continue.

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une déclaration publique d'intérêts*,
- Respect des règles de confidentialité.

** Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC+3 minimum en méthodes informatiques appliquées à la gestion des entreprises, management de la qualité, gestion de projet.

Expérience similaire :
- débutant accepté,
- gestion de projet (scientifique, qualité, RH, finance, informatique…) lors de stages ou d'une première expérience professionnelle.

Compétences :
- Décrire un processus, écrire une procédure, animer une réunion d'expression des besoins,
- Maîtriser le pack Office et notamment Excel (programmation VBA),
- Interfacer et requêter différentes sources de données en SQL (Access, Oracle…),
- Formaliser un besoin métier en fonctionnalités informatiques (connaissance d'UML appréciée),
- Définir des scénarios et tester les fonctionnalités d'une application informatique,
- Travailler en équipe,
- Entretenir des contacts suivis avec des clients/fournisseurs internes/externes,
- Etre ouvert au changement, apprendre en autonomie et former ses collègues.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 06/02/2014

Renseignements sur le poste : Pierre HERBAUT, chef de service (01 56 29 13 87, pierre.herbaut@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + CV) en indiquant la référence 2014-010 à recrutement@anses.fr.

Date : 24/01/2014

Poste à pourvoir	**Chargé de projets scientifiques et techniques dans le domaine des biotoxines marines (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**Mobilité interne (CDI, détachement, affectation)**
Localisation	**Maisons-Alfort(94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse	Laboratoire de Sécurité des Aliments, site de Maisons-Alfort Département contaminants chimiques des aliments Unité Pesticides et Biotoxines Marines
Missions / contexte	Le laboratoire de sécurité des aliments intervient sur les dangers biologiques et chimiques pouvant affecter la sécurité sanitaires des aliments. Il participe, dans son domaine d'intervention, à l'accomplissement des missions de référence, de recherche, d'expertise, d'épidémiologie, de veille scientifique et technique de l'Agence. L'unité, constituée de 14 personnes, est chargée de l'étude de la contamination des chaînes alimentaires de l'homme par certains pesticides et biotoxines marines. L'unité possède trois mandats de Laboratoire National de Référence (LNR) sur les thématiques suivantes ; résidus de pesticides dans les denrées animales et d'origine animale, résidus de pesticides par méthode monorésidus dans l'ensemble des matrices alimentaires et biotoxines marines. L'Unité dispose d'une plateforme analytique comprenant des systèmes de chromatographie liquide avec détection en UV ou en fluorescence (HPLC-UV, HPLC-FD) et des systèmes de chromatographie liquide/gazeuse couplés à la spectrométrie de masse (LC-MS/MS Triple quadrupole, LC-Q/TOF, LC-Q/trap, GC-MS/MS Triple quadrupole**)**

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité hiérarchique du Chef d'unité, et en lien avec le responsable du LNR biotoxines marines pour les aspects scientifiques, le chargé de projets devra s'impliquer de façon dynamique dans les activités de développement et de recherche liées à cette thématique au niveau national et international.

Activités

L'activité de l'agent visera notamment à :

- Contribuer activement à la conception et à la réalisation de projets de recherche liés à la thématique des biotoxines marines
- Développer des analyses de biotoxines marines selon des méthodes innovantes en approche ciblées ou non-ciblées et à marqueurs d'effet
- Assurer la gestion scientifique et budgétaire des projets dont il a la charge
- Valoriser la production scientifique (rédaction de publications, posters, présentations à des séminaires nationaux et internationaux…).
- Participer et le cas échéant organiser des réunions au niveau national et international
- Participer au management fonctionnel du personnel impliqué dans les projets dont il a la charge (personnels techniques, stagiaires niveau Master 2, ingénieurs, doctorants)
- Participer à la veille dans le domaine des biotoxines marines
- Participer au bon déroulement de la vie du laboratoire (qualité, hygiène et sécurité, maintenance du parc instrumental…)

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis

Doctorat en sciences, chimie analytique, biochimie. Le chargé de projet devra s'engager dans l'obtention d'une Habilitation à Diriger la Recherche s'il n'en dispose pas.

Expériences similaires

- Une expérience en laboratoire dans le domaine des biotoxines marines serait appréciée.
- Expérience dans la réalisation et le suivi de projets scientifiques et de recherche au niveau national et/ou européen.
- Rédaction de publications et de rapports scientifiques

Compétences

- Connaissances confirmées en chromatographie liquide couplée à la spectrométrie de masse appliquées à des méthodes ciblées et/ou non ciblées,
- Connaissance en méthodes d'identifications spectrales et de traitement statistique du signal,
- Autonomie, capacité d'initiative, esprit d'équipe, rigueur et esprit critique,
- Capacité d'analyse et de synthèse,
- Savoir communiquer en anglais et en français
- Capacité à savoir présenter et à défendre ses projets, à organiser et à conduire des réunions (anglais et français)
- Capacités et aptitudes pratiques à manipuler en laboratoire.
- Sensibilité à la politique d'assurance qualité et aux règles d'hygiène et de sécurité au laboratoire,
- Connaissance des logiciels bureautiques (traitement de texte, tableur, …),
- Connaissances statistiques de traitements des données.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 7 février 2014

Renseignements sur le poste : Fréderic HOMMET, chef d'unité (frederic.hommet@anses.fr) et Marina NICOLAS, chargée de recherche (marina.nicolas@anses.fr)

Adresser les candidatures (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2014- 017 par courriel à : recrutement@anses.fr

2013-09-0099 chargé-e assistance aux opé et réseaux H/F

Description du poste

Métier 1	Gestion des contrats / Back Office - Gestion de contrats de systèmes d'information
Intitulé du poste	chargé-e assistance aux opé et réseaux H/F
Type de contrat	~~CDI~~ Détachement
Description détaillée du poste	020302 : chargé-e assistance aux opérations et réseaux Le département « Agences et Réseaux » (DSBA) regroupe les agences bancaires et le service des consignations du siège. Le service « Centre d'appui opérationnel aux gestions bancaires » (DSBA3) remplit une mission d'assistance et de formation sur l'utilisation des applicatifs, les procédures bancaires, la réglementation bancaire et les consignations auprès du réseau DGFiP et des équipes bancaires des directions régionales de la CDC. POSITIONNEMENT DU POSTE : Le poste se situe au sein du pôle « Applicatifs et procédures » qui regroupe 8 collaborateurs. Le/la chargé-e d'appui opérationnel est placé-e sous l'autorité directe du responsable du pôle. DESCRIPTION DES FONCTIONS: Missions à court terme : -Assister les gestionnaires bancaires sur l'utilisation des applicatifs bancaires, -Accompagner les utilisateurs sur les questions relatives à l'évolution et à l'application des procédures bancaires, -Assurer la diffusion aux utilisateurs, des informations et messages importants de la direction des services bancaires. Le/la titulaire pourra également, après une période d'appropriation de poste, animer des formations sur les applicatifs et mettre à jour les supports. Une permanence par roulement est à assurer de 8 heures 30 à 18 heures du lundi au jeudi et de 8 heures 30 à 17 heures le vendredi, selon un planning prédéterminé en commun. A l'horizon 2014, les missions évolueront vers des fonctions de pilotage des Centres de Services Bancaires (CSB) en région : - Contribuer au déploiement des CSB, - Contribuer à l'assistance pré et post bascule au démarrage de Saturne, le nouveau système de tenue de comptes - Assurer le pilotage et le suivi opérationnel : coordonner la communication sur les différents sujets concernant les actes de gestion et assurer le suivi opérationnel des consignes données aux CSB. A ce titre, le/la titulaire participera aux réunions du COMICOR (Comité de Coordination de la Communication vers les Réseaux) et pourra représenter le Responsable de service dans différents comités. Des déplacements en région seront à prévoir. PROFIL PROFESSIONNEL : Le poste s'adresse à un-e collaborateur-trice connaissant le domaine bancaire. Sont indispensables pour ce poste : -Dynamisme -Réactivité et pondération permettant la résolution des problèmes en temps réel, -Autonomie, rigueur, analyse et synthèse, et adaptabilité à un poste multitâche, -Capacités pédagogiques, -Esprit d'équipe et sens relationnel -Capacité à piloter une activité et à en assurer le reporting.

CV + LM à recrut1@caissedesdepots.fr

Direction Générale Des Politiques Agricole, Agroalimentaire et des Territoires
Service des Relations Internationales

Conseiller pour les affaires agricoles en Arabie Saoudite (SER de Riyad)
avec compétence régionale sur les pays du CCEAG :
(Arabie Saoudite, Bahreïn, Emirats Arabes Unis, Koweït, Oman et Qatar)

Catégorie A/A+
Prise de poste : 1er septembre 2014

Dans le cadre du réseau agricole régalien à l'étranger, un conseiller pour les affaires agricoles (CAA) est mis à disposition du Service Economique Régional (SER) près l'Ambassade de France à Riyad en Arabie saoudite.
Zone d'activité régionale : Arabie Saoudite, Bahreïn, Emirats Arabes Unis, Koweït, Oman et Qatar.

Nature de l'activité :
Sous l'autorité du chef du service économique régional, les missions du CAA sont les suivantes :

- Mission générale d'information et de veille pour le compte de l'État sur la situation des secteurs agricole et agroalimentaire des pays du Proche et du Moyen-Orient et en matière de politiques agricole, alimentaire et de la pêche.

- Mission générale de relais local des positions et démarches de l'État auprès des autorités locales et acteurs du secteur, mission d'information et de promotion du modèle agricole et alimentaire français, d'influence auprès des partenaires étrangers, de négociation des conditions d'accès au marché et d'accueil des délégations institutionnelles françaises.

- Mission générale d'accompagnement à la promotion des exportations.

- Relation étroite avec la Représentation de l'Union européenne et les ambassades des États membres sur place, dans le but de faire progresser les dossiers d'intérêt commun (dialogue réglementaire et accès au marché notamment).

Pour ce faire, le CAA a en particulier pour tâches, en appui au réseau de la DG Trésor, de :

- Maintenir et animer un réseau d'interlocuteurs dans les administrations et autres institutions compétentes, ainsi que dans les organisations agricoles et de consommateurs, afin de faciliter le dialogue entre les autorités françaises et celles de ces pays.

- Effectuer une veille active et informer les autorités françaises, et plus particulièrement le MAAF, sur l'évolution de l'agriculture dans ces pays, les orientations de leurs politiques agricole, alimentaire et commerciale au plan national et international (notamment accords commerciaux entre l'UE et ces pays), y compris sous l'angle sanitaire et phytosanitaire (SPS), et ses incidences.

- Soutenir et promouvoir les positions et le modèle français (SPS, OMC, PAC, G20, indications géographiques notamment) auprès de ces administrations et institutions, et, si besoin est, représenter la France dans les comités ou réunions internationales relatives au champ d'action du MAAF tenus dans ces pays.

- Identifier les enjeux agricoles pour la France dans ces pays, en termes d'influence économique, politique et commerciale, à court, moyen et long terme, et contribuer à l'actualisation de la stratégie d'influence à l'international du MAAF.

- Susciter, suivre et évaluer des actions de coopération et de partenariat pertinentes en termes d'influence ou d'échanges commerciaux, mobilisant si possible les instruments de la politique européenne de voisinage (TAIEX, jumelages, ENPARD), notamment dans le domaine SPS, en lien avec la DGAL, et en matière de formation, de recherche agronomique au sens large, voire de coopération culturelle et touristique autour de l'agriculture, en collaboration avec les SCAC et la DGER.

- Favoriser la concertation entre les acteurs de la promotion agricole (SOPEXA, ADEPTA, UbiFrance), suivre et évaluer les actions de promotion bénéficiant d'un soutien de l'UE ou de la France.

- Faciliter le développement du commerce agro-alimentaire de la France vers ces pays, ce qui inclut notamment de connaître les réglementations applicables aux importations agro-alimentaires, d'identifier les opportunités commerciales et les contraintes au commerce (notamment SPS), et d'appuyer les SE dans le règlement des différends commerciaux relevant d'une intervention régalienne.

- Préparer et conduire en lien avec la DGAL et FranceAgriMer **les négociations de levée des barrières SPS au commerce** (ouverture de marchés, validation de certificats sanitaires…) et, le cas échéant, prêter assistance à la Commission européenne dans ce domaine.

Qualités requises :

- Esprit d'initiative, d'analyse, de synthèse, rigueur, capacité à conduire des projets.
- Aptitude à travailler en milieu multiculturel, sens des contacts humains et des négociations internationales.
- Bonne maîtrise de la langue anglaise (la maîtrise de l'arabe est un plus).
- Pratique de l'administration centrale et des relations européennes et internationales.
- Connaissance de la politique agricole européenne et nationale, et aptitude aux négociations SPS.
- Autonomie en matière bureautique et logistique, de nombreux déplacements étant à prévoir.

Durée de l'engagement : 3 ans.

Personnes à contacter :
Marie-Hélène Le Henaff - DGPAAT - Sous-directrice des échanges internationaux - Tél. : 01.49.55.45.08 marie-helene.le-henaff@agriculture.gouv.fr
Anne Gautier – DGPAAT - Chef du bureau des relations bilatérales - Tél. : 01.49.55.45.64 anne.gautier@agriculture.gouv.fr

Une copie du dossier de candidature (CV et lettre de motivation) est à transmettre à la DGPAAT, Bureau des échanges et promotion, à Colette Bourjoux, mail : colette.bourjoux@agriculture.gouv.fr

Direction Générale des Politiques Agricole Agroalimentaire et des Territoires
Service des Relations Internationales

Conseiller pour les affaires agricoles au Liban (SER de Beyrouth)
avec compétence régionale sur les pays du Proche Orient :
(Egypte, Irak, Iran, Israël, Jordanie, Liban, Syrie, Territoires palestiniens, Yémen)

Catégorie A/A+
Prise de poste : 1er septembre 2014

Dans le cadre du réseau agricole régalien à l'étranger, un conseiller pour les affaires agricoles (CAA) est mis à disposition du Service Economique Régional (SER) près l'Ambassade de France à Beyrouth au Liban.

Zone d'activité régionale : Egypte, Irak, Iran, Israël, Jordanie, Liban, Syrie, Territoires palestiniens, Yémen.

Nature de l'activité :

Sous l'autorité du chef du service économique régional, les missions du CAA sont les suivantes :

- Mission générale d'information et de veille pour le compte de l'État sur la situation des secteurs agricole et agroalimentaire des pays du Proche et du Moyen-Orient et en matière de politiques agricole, alimentaire et de la pêche.

- Mission générale de relais local des positions et démarches de l'État auprès des autorités locales et acteurs du secteur, mission d'information et de promotion du modèle agricole et alimentaire français, d'influence auprès des partenaires étrangers, de négociation des conditions d'accès au marché et d'accueil des délégations institutionnelles françaises.

- Mission générale d'accompagnement à la promotion des exportations.

- Relation étroite avec la Représentation de l'Union européenne et les ambassades des États membres sur place, dans le but de faire progresser les dossiers d'intérêt commun (dialogue réglementaire et accès au marché notamment).

Pour ce faire, le CAA a en particulier pour tâches, en appui au réseau de la DG Trésor, de :

- Maintenir et animer un réseau d'interlocuteurs dans les administrations et autres institutions compétentes, ainsi que dans les organisations agricoles et de consommateurs, afin de faciliter le dialogue entre les autorités françaises et celles de ces pays.

- Effectuer une veille active et informer les autorités françaises, et plus particulièrement le MAAF, sur l'évolution de l'agriculture dans ces pays, les orientations de leurs politiques agricole, alimentaire et commerciale au plan national et international (notamment accords commerciaux entre l'UE et ces pays), y compris sous l'angle sanitaire et phytosanitaire (SPS), et ses incidences.

- Soutenir et promouvoir les positions et le modèle français (SPS, OMC, PAC, G20, indications géographiques notamment) auprès de ces administrations et institutions, et, si besoin est, représenter la France dans les comités ou réunions internationales relatives au champ d'action du MAAF tenus dans ces pays.

- Identifier les enjeux agricoles pour la France dans ces pays, en termes d'influence économique, politique et commerciale, à court, moyen et long terme, et contribuer à l'actualisation de la stratégie d'influence à l'international du MAAF.

- Susciter, suivre et évaluer des actions de coopération et de partenariat pertinentes en termes d'influence ou d'échanges commerciaux, mobilisant si possible les instruments de la politique européenne de voisinage (TAIEX, jumelages, ENPARD), notamment dans le domaine SPS, en lien avec la DGAL, et en matière de formation, de recherche agronomique au sens large, voire de coopération culturelle et touristique autour de l'agriculture, en collaboration avec les SCAC et la DGER.

- Favoriser la concertation entre les acteurs de la promotion agricole (SOPEXA, ADEPTA, UbiFrance), suivre et évaluer les actions de promotion bénéficiant d'un soutien de l'UE et ou de la France.

- Faciliter le développement du commerce agro-alimentaire de la France vers ces pays, ce qui inclut notamment de connaître les réglementations applicables aux importations agro-alimentaires, d'identifier les opportunités commerciales et les contraintes au commerce (notamment SPS), et d'appuyer les SE dans le règlement des différends commerciaux relevant d'une intervention régalienne.

- Préparer et conduire en lien avec la DGAL et FranceAgriMer **les négociations de levée des barrières SPS au commerce** (ouverture de marchés, validation de certificats sanitaires…) et, le cas échéant, prêter assistance à la Commission européenne.

Qualités requises :

- Esprit d'initiative, d'analyse, de synthèse, rigueur, capacité à conduire des projets.

- Aptitude à travailler en milieu multiculturel, sens des contacts humains et des négociations internationales.

- Bonne maîtrise de la langue anglaise (la maîtrise de l'arabe est un plus).

- Pratique de l'administration centrale et des relations européennes et internationales.

- Connaissance de la politique agricole européenne et nationale, et aptitude aux négociations SPS. - Autonomie en matière bureautique et logistique, de nombreux déplacements étant à prévoir.

Durée de l'engagement : 3 ans

Personnes à contacter :

Marie-Hélène Le Henaff - DGPAAT - Sous-directrice des échanges internationaux - Tél. : 01.49.55.45 . 08
marie-helene.le-henaff@agriculture.gouv.fr
Anne Gautier - DGPAAT - Chef du bureau des relations bilatérales - Tél. : 01.49.55.45.64 anne.gautier@agriculture.gouv.fr

Une copie du dossier de candidature (CV et lettre de motivation) est à transmettre à la DGPAAT, Bureau des échanges et promotion, à Colette Bourjoux, mail : colette.bourjoux@agriculture.gouv.fr